

«L'écologie et les usines», les candidats aux régionales face au modèle agricole breton

PAR MATHILDE GOANEC
ARTICLE PUBLIÉ LE VENDREDI 23 AVRIL 2021



Claire Desmares-Poirrier, candidate pour les régionales, à Sixt-sur-Aff dans le Morbihan. © MG

Pas moins de cinq candidatures se réclament de l'écologie pour les régionales en Bretagne, dont celle du président sortant au cœur d'une guerre entre le PS et LREM. Ici, on s'enorgueillit de nourrir la France entière, quitte à empoisonner doucement les sols, les eaux et les hommes. L'attaque récente contre une journaliste démontre combien la remise en cause de ce modèle reste une tâche ardue.

C'était la goutte de trop. Un millier de personnes se sont retrouvées le 6 avril 2021 à Rostrenen, petite commune du centre de la Bretagne, en soutien à **Morgan Large, journaliste à la radio associative Kreiz Breizh**. Quelques jours plus tôt, elle était victime d'une énième tentative d'intimidation à la suite son travail sur l'agriculture et l'agroalimentaire breton. Cette fois-ci, deux boulons d'une roue de sa voiture ont été dévissés, mettant la journaliste et ses enfants en grand danger. Avant, il y avait eu aussi les coups de fil anonymes la nuit, la tentative d'empoisonnement de son chien, l'intrusion dans les locaux de la radio bretonne.

Morgan Large n'est pas la seule à subir le courroux du monde agricole : peu de temps après cette affaire, une journaliste allemande est suivie, insultée puis visitée par deux gendarmes de la cellule Demeter (créée en 2019 notamment après les actions de L214 pour « protéger » les agriculteurs des agressions et intrusions sur les exploitations agricoles) afin qu'elle efface ses

bandes radio. Depuis des années, la journaliste Inès Léraud subit menaces et pressions pour ses enquêtes sur les algues vertes notamment.

En réaction, la section régionale de la FNSEA, puissant syndicat agricole, s'est fendue d'un communiqué le 15 avril, afin de « *condamner ces actes malveillants* » et préciser qu'elle n'a « *jamais appelé à quelconque acte* » de ce genre. Le syndicat souligne ensuite ce que subissent selon lui en boomerang les agriculteurs bretons depuis des années : « *Agressions dans leurs champs et intrusion dans leurs fermes notamment, qu'aucune cause ne peut justifier.* »

Le terrain est donc miné, jusqu'à la violence parfois, autour d'un modèle agricole breton plus fébrile qu'il n'y paraît. Certes, 90 % des exploitations du territoire restent en agriculture conventionnelle, le territoire demeure le roi de l'élevage porcin (58 % des élevages de cochons en France sont en Bretagne). La Bretagne produit 33 % des poulets, 23 % du lait français et pratique le maraîchage à haute dose dans de grosses exploitations coopératives. L'agroalimentaire et l'agriculture fournissent 140 000 emplois dans la région, presque à parts égales. Le secteur reste enfin le lieu du gigantisme, avec la fusion définitive en 2019 des groupes Triskalia (Paysan breton, Régilait, Mamie Nova...) et D'Aucy (spécialisé dans les œufs et les conserves de légumes), qui affichent ensemble de solides ambitions internationales.

Mais l'intensif à tous crins, l'exportation reine et le « big is beautiful » sont désormais critiqués de toutes parts. Plans sociaux en cascade au cours de la dernière décennie dans les abattoirs (Gad, Doux, Tilly-Sabco, etc.), **déconfiture industrielle** à Carhaix, reconnaissance d'un empoisonnement des salariés aux pesticides à Triskalia, doute sur la volonté de l'agroalimentaire de vraiment réduire son addiction aux pesticides (*lire ici notre enquête*)... Le colosse est doucement grignoté par un contre-modèle désireux de coller le plus fidèlement possible aux enjeux environnementaux, quitte à voir volontairement tout petit.

Une exploitation sur sept s'est convertie au bio en dix ans, même si la région reste en deçà de la moyenne nationale. Les circuits courts explosent, le maraîchage aux dépens de l'élevage. Les préoccupations sur l'eau, l'état des sols, le niveau de biodiversité, autrefois marginalisées, ont pris leurs aises dans le débat public.

Le personnel politique lui aussi a changé. Jean-Yves Le Drian, député puis incontournable président socialiste de la Région de 2004 à 2017, a dû lâcher son poste pour devenir successivement ministre de la défense sous Hollande puis des affaires étrangères sous Macron. Le Parti socialiste breton, qui a dominé la scène politique bretonne pendant des décennies, favorisant une sorte de *statu quo* avec l'agroalimentaire pour préserver l'emploi, est en piteux état après diverses alliances avec La République en marche.



Loïc Chesnais-Girard, président de la région Bretagne, dans son bureau en avril 2021. Il n'est pas encore officiellement candidat. © MG

Les baronnies finissent d'exploser à l'approche des élections régionales, prévues en juin prochain. Ainsi se joue désormais une guerre fratricide entre le président du conseil régional Loïc Chesnais-Girard (qui a pris la suite de Jean-Yves Le Drian en 2017), bientôt candidat, et Thierry Burlot, l'un de ses fidèles. Ce dernier s'est émancipé à la surprise générale en présentant sa candidature avec le soutien des élus bretons LREM, MoDem et UDI. Tout le monde retient désormais son souffle, pour savoir si le parrain Le Drian, socialiste historique passé à la Macronie, soutiendra son dauphin ou l'*outsider*.

Face à la droite – Isabelle Le Callennec pour Les Républicains ainsi que l'extrême droite, incarnée par Gilles Pennelle —, trois autres candidatures à gauche se réclament peu ou prou de l'écologie. Les Verts, longtemps humiliés par les socialistes bretons jusqu'à la rupture au sein du conseil régional, ont repris

des couleurs et une dose d'ambition aux dernières élections, même si en Bretagne EELV a fait chou blanc dans les grandes villes lors des municipales. La tête de liste Claire Desmares-Poirrier avance vers l'élection de juin en compagnie de l'UDB (Union démocratique bretonne), une prise qui compte dans la région, ainsi que Nouvelle Donne et Bretagne écologie.

L'alliance a cependant échoué avec La France insoumise (LFI), qui présente sa propre liste, portée pour le moment par le binôme formé par Marie-Madeleine Doré-Lucas, élue à Pontivy (Morbihan), et Pierre-Yves Cadalen, militant brestois de LFI, afin d'« ouvrir un nouvel horizon social et écologique » pour la Bretagne.



Daniel Cueff, candidat aux régionales 2021 à Langouët, en Ille-et-Vilaine, en avril 2021. © MG

Enfin, le maire de Langouët (Ille-et-Vilaine), Daniel Cueff, dont l'arrêté fameux visant à interdire l'usage de pesticides à moins de 150 mètres des habitations a été copié un peu partout en France, se lance également dans la course en tête d'une liste « *hors partis* ». Élu conseiller régional en 2015 avec Le Drian, il assure avoir vu de près « *l'insincérité de la démarche* » de l'édile socialiste, et avoir souffert à sa mesure du « *syndrome Nicolas Hulot* », impuissant à changer les choses de l'intérieur.

À l'échelle de sa commune de quelque 600 habitants, la démonstration semble parfaite. Daniel Cueff, élu maire de Langouët en 1999, a transformé un village défiguré dans les années soixante par un remembrement radical en un parfait vade-mecum de la transition : première cantine 100 % bio de France, des panneaux photovoltaïques qui produisent 100 % de sa consommation énergétique, premier écoquartier de Bretagne et refus net d'artificialiser davantage les sols, malgré la pression immobilière. On passe sur la pépinière dédiée à l'économie solidaire, le café

associatif La Cambuse ou les poules en lieu et place des ralentisseurs pour freiner les voitures dans la rue principale...

Vanté et visité pour ces innovations, le village devient réellement célèbre en 2019, lorsque Daniel Cueff dépose son arrêté anti-pesticides. La bataille **devient nationale**, le conflit avec le monde agricole aussi. *« Quand on fait de l'écologie concrète, les gens sont curieux, on gagne une estime énorme, considère Daniel Cueff, assis à l'ombre de l'immense panneau solaire pivotant installé devant l'école communale. Mais en s'attaquant aux pesticides, je crois que nous avons touché à quelque chose de plus puissant qu'auparavant. Des agriculteurs de ma commune, que j'ai mariés, m'ont lâché alors qu'ils soutenaient mes initiatives depuis vingt ans. »*

L'homme ne se représente pas lors des dernières municipales et c'est une liste d'opposants issus notamment du monde agricole qui remporte la mairie. Son arrêté, après une longue bataille judiciaire, s'est fracassé au mur du Conseil d'État en janvier 2021, au prétexte que la compétence à légiférer sur l'usage des pesticides appartient à l'État. *« Ça n'a pas marché cette fois-là parce que je n'ai pas le pouvoir, en a conclu Daniel Cueff. J'ai consulté beaucoup après cela, et mon exemple c'est le CELIB [Comité d'étude et de liaison des intérêts bretons créé dans les années cinquante – ndlr], premier lobby régional de France. Des gens de toutes les tendances politiques qui s'unissent pour changer le destin de la Bretagne. »*

L'exemple est à double tranchant : le CELIB, en poussant un vaste plan de désenclavement par la route, l'implantation de l'industrie automobile sur le territoire ou encore la création de la compagnie Brittany Ferries au service d'une toute-puissante agroalimentaire, a participé de manière involontaire à certains maux d'aujourd'hui. *« Je veux retrouver le même esprit, précise Daniel Cueff, pour faire autre chose : lutter contre le dérèglement climatique et préserver l'emploi ».* Un « cadre ferme », basé sur un « indicateur de prospérité durable », assumé « sans contenu », pour mettre la boîte à outils à disposition des acteurs.

À première vue, la différence avec EELV n'est pas flagrante. Daniel Cueff, héros du mouvement des coquelicots et des « **Pisseurs de glyphosates** » (voir leur réaction dans l'onglet **Prolonger**), n'a pourtant pas de mots tendres à l'endroit des écologistes politiques, persuadé que leur « *agressivité* » vis-à-vis des agriculteurs, leur « *côté binaire* », maintient « *les choses en état* ». *« Les agriculteurs n'aiment pas qu'on leur dise quoi faire. C'est vexant, d'une violence symbolique terrible en réalité. C'est pour cette raison que l'écologie n'avance pas. »*

Claire Desmares-Poirrier ne croit pas qu'il « *faillisse choisir son camp* », et goûte donc assez peu l'accusation. La candidate écologiste parle du monde paysan, celui qu'elle a choisi il y a dix ans en s'installant avec son mari à Sixt-sur-Aff, dans le Morbihan, pour cultiver un hectare de plantes aromatiques. Une vraie « *hors-cadre et hors-venue* », plaisante-t-elle, reprenant la classification de la mutuelle sociale agricole, c'est-à-dire pas du coin et sans terres familiales. Depuis, elle vend tisanes et aromates aux épiceries fines et grands chefs, a monté un café librairie, mène des formations, écrit des livres sur la « *ruralité heureuse* ».

Un terrible « **secret de famille** »

Juste à côté des rangées de thym, de menthe ou de sarriette, une grosse ferme conventionnelle aux dizaines d'hectares, qui est par ailleurs propriétaire d'une part de la coopérative montée par Claire Desmares-Poirrier et son mari Adrien pour leur installation. Tous deux se sont rencontrés sur un « *camp climat* ». *« Nous venions du monde militant, un peu lassé de l'entre-soi et nous ne voulions pas reproduire cela, dans des territoires où tout le monde est déjà passé en bio. On voulait de l'altérité, convaincre ceux qui ne l'étaient pas que c'était possible »*, raconte-t-elle aujourd'hui.

Ancienne conseillère politique à la Région dans le nord de la France, Claire Desmares-Poirrier a été quinze ans cadre d'EELV, représentant le parti auprès du monde agricole ou à Bruxelles. Après un enfant et un an de « *détox* », l'engagement politique l'a reprise. *« Nous avons créé ici notre petite oasis à*

la Pierre Rabhi, nous sommes allés au bout de nos convictions, mais tout autour le désert gagne. Je ne crois pas du tout qu'il faille segmenter l'engagement individuel, le projet collectif et l'ambition électorale. Cela marche au contraire si on fait les trois ensemble, c'est une affaire de légitimité. Je me sens puissante politiquement parce que j'ai réussi à mener cette aventure à bien. »



Claire Desmares-Poirrier, candidate pour les régionales, à Sixt-sur-Aff dans le Morbihan. © MG

Même si la porte vers une alliance n'est pas fermée pour le second tour, le ton est dur vis-à-vis de la politique menée par la Région vers la transition. Claire Desmares-Poirrier critique l'opacité de la distribution des subsides de l'Union européenne (UE), opérés en partie par la Région via le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader), et des subventions, qui ne favorise guère une industrie ou une agriculture décarbonée.

En 2020, la région Bretagne a en effet fait un chèque de 10 millions d'euros à la plus grosse coopérative légumière de France, la SICA, basée à Saint-Pol-de-Léon dans le Finistère, pour moderniser sa plateforme logistique, ce qui va grignoter de la terre agricole. Comme La France insoumise, elle peste contre le financement par la Région de poulaillers industriels en hauteur, à la fois pour des raisons environnementales et de bien-être animal.

Pas de quoi déstabiliser Loïg Chesnais-Girard, qui assume vouloir « *les usines et l'écologie* », et remplir la mission « *nourricière* » de la Bretagne (à 84 % dédiée au marché français, précise l' élu). Dans son bureau au conseil régional, à Rennes, le président et futur candidat se défend bec et ongles : « *Pour la SICA, le dossier a été déposé il y a longtemps, on aura*

sûrement fait différemment aujourd'hui, mais cette aide reste conditionnée à la réduction de la production de carbone, que l'on évaluera. »

Les poulets, il préfère les avoir en batterie en Bretagne sous le contrôle des lois françaises, plutôt « *qu'en Ukraine, bourrés de médicaments* ».

Enfin dans l'usine Synutra, qui devait initialement produire du lait en poudre pour le marché chinois au centre de la Bretagne, « *la Région n'a pas mis un euro d'argent public* ». Mais dans la formation des employés, souvent d'anciens ouvriers de l'agroalimentaire, « *ce qui représente c'est vrai beaucoup d'argent* ».

« *Mon enjeu c'est de garder la Bretagne vivable pour l'eau, la terre, la biodiversité, poursuit Loïg Chesnais-Girard. Je parle donc de rupture négociée. Mais notre société est fragile, et le rôle des responsables politiques n'est pas de la fracturer davantage.* »

Un discours finalement assez proche du dissident Thierry Burlot, son ancien compagnon de route : « *On s'acharne sans cesse sur la Bretagne mais je crois que les transitions sont engagées. Les gros acteurs ont compris et quand de grandes coopératives comme D'Aucy disent qu'ils veulent 25 % de l'agriculture en biologique demain, parce que le consommateur l'exige, ça fait bouger tout le monde.* » Thierry Burlot croit que le changement est déjà là et cite en exemple ces deux présidents de chambres d'agriculture départementales bretonnes, passés eux-mêmes en bio.

En pleine préparation d'une déambulation contre la « *ferme usine* » Sanders à Saint-Gérard (Morbihan), filiale du géant de l'alimentation animale Avril, Marie-Madeleine Doré-Lucas à la La France insoumise croit que la bataille sera bien plus rude que cela à mener. Le drame, selon la tête de liste (le ou la candidate officiel-le pour La France insoumise sera bientôt désigné-e), c'est ce fossé qui sépare « *deux histoires que se racontent la Bretagne* ». « *Nous sommes comme sur deux planètes, vraiment ! Sauf que factuellement, on constate que les algues vertes se répandent, que des travailleurs de l'agroalimentaire ou les paysans*

ont des cancers, la pollution des sols, des nappes phréatiques, provoquée par le productivisme agricole. Ce ne sont pas des bobards ! »

L'Insoumise, ex-communiste, redonne ce chiffre significatif : le revenu médian d'un agriculteur breton s'élève à 19 000 euros environ par an, soit 3,9 % de moins que les ménages agricoles français et 5,5 % de moins que les actifs bretons.

La liste insoumise promet donc, une fois élue, de lancer une conférence régionale de la dette paysanne en mettant autour de la table les créanciers des paysans. Elle souhaite garantir à l'échelon régional un conseil agronomique « neutre et indépendant des lobbys agricoles et financiers » pour sortir de la « spirale de l'endettement », conditionner les subventions publiques à l'amélioration des conditions de travail dans l'agroalimentaire. Enfin, elle veut diversifier la production bretonne en faveur d'une alimentation plus végétale qu'animale.

Claire Desmares-Poirrier parle, elle, des maux de l'agriculture bretonne comme d'un terrible « *secret de famille* » dont les premières victimes seraient les agriculteurs eux-mêmes. « *Le taux de suicide dans le milieu agricole est supérieur au taux de la population carcérale, on fait quoi de cette information ? Des gamins signent à vingt ans avec des milliers d'euros de dettes sur le dos pour reprendre la ferme de leurs parents. Cela fait dix ans dans le secteur du lait que le client fait la facture, et il ne se passe rien. On change quand ?* »

Pour en sortir, pas d'autre choix que la radicalité. « *Que les patrons de l'agroalimentaire tapent à la porte du conseil régional, je répondrai*, argue la candidate. *Je ne parle que d'argent public, ils font ce qu'ils veulent avec le leur.* » Claire Desmares-Poirrier compte aussi beaucoup sur la « *bénédiction de la troisième génération* », des entrepreneurs héritiers d'un outil productif parfois en difficulté. « *Même dans ce monde-là, la plupart des gens ont conscience que le virage est à prendre. Ils ont, eux, des enfants à la maison et surtout ce sont des professionnels*

de la prospective. Ils savent que les modèles les plus résilients aux crises que nous traversons sont d'ancrage local. »

Encore faut-il avoir les moyens d'agir. Si les Régions avaient depuis 2014 la main sur une partie des financements de la PAC en faveur de la ruralité, le gouvernement semble vouloir faire machine arrière pour « *unifier la gestion* » des subsides européens, **affirmait en 2019 le premier ministre Édouard Philippe**. À rebours d'autres grandes régions agricoles de l'UE, la Bretagne n'a donc pas les coudées franches en matière d'agriculture.

« *Je me bats avec un cure-dents et une pince à épiler pour mener la transition* », estime Loïg Chesnais-Girard. Le président actuel souhaite une « *régionalisation de la PAC* », et assure qu'il bataillera à dans un futur mandat pour l'obtenir. « *Le budget de la Région c'est 1,6 milliard d'euros, la PAC pour la Bretagne représente près de 600 millions, c'est clairement le seul vrai enjeu* », confirme Thierry Burlot.

Claire Desmares-Poirrier, qui connaît bien le sujet pour l'avoir pratiqué dans son ancienne vie, défend le « *fédéralisme* » prôné par EELV, et regrette que les régions françaises restent des nains politiques. « *Si on veut la régionalisation de la PAC, c'est à nous de monter au créneau, ce n'est pas l'État français qui va se battre pour nous ! La Région est un gros guichet et on doit positionner cet argent pour qu'il rapporte des emplois, une qualité environnementale et une activité économique. Mais nous souhaitons valoriser ceux qui sont sur le chemin, pas ceux qui sont à la traîne.* »

Faut-il pour cela concilier à tout prix ou acter la divergence ? « *Ce qui est arrivé à Morgan Large est scandaleux*, considère Daniel Cueff, au diapason de tous les candidats sur le sujet. *Mais il faut y répondre par la non-violence et une attitude fraternelle. Quand Irène Frachon dénonce le problème du Mediator, elle n'a pas accusé les pharmaciens, mais les laboratoires pharmaceutiques.* »

Reste cette tension, latente, qui empoisonne le débat breton. « *La violence, les attaques, c'est quelque chose dont j'ai discuté avec mon mari avant de me*

lancer dans cette campagne, tous les militants écologistes sont obligés de se poser cette question, ce n'est pas un fantasme », affirme Claire Desmares-Poirrier, dans son paisible jardin de Sixt-sur-Aff. Lorsqu'elle travaillait dans l'humanitaire, la jeune femme a déjà vécu un an sous escorte policière. « Ce modèle agricole et économique est à bout mais il n'est pas prêt à lâcher. »

Prolonger

En réponse à cet article, la direction collégiale de **PIG Bzh** (Pisseurs.sseuses Involontaires de Glyphosate) a souhaité nous faire parvenir ce texte, que nous publions le vendredi 23 avril :

« La Direction collégiale de PIG Bzh n'a pour d'autres « héros » que celles et ceux qui sont déterminés à une sortie définitive et des pesticides et de l'agriculture industrielle mortifère. Si « agressivité » il y a, elle est d'abord le fait de dirigeants FNSEA ne voulant aucun changement car obnubilés par les « normes concurrentielles européennes voire mondiales » quand le but de PIG Bzh et de la campagne glyphosate est bien la protection des paysan-nes eux-mêmes ainsi que la santé de leurs concitoyen-nes. Ces dirigeants FNSEA ne cachent d'ailleurs nullement, par leur position victimaire, entretenir le dénigrement de nos analyses au seul motif d'obtenir la réautorisation de mise en marché (AMM) du glyphosate en 2022 et ont même porté plainte en janvier 2020 contre PIG Bzh pour nous intimider et nous faire taire: Même le Procureur de la République n'a pas cru devoir donner suite..

Les paysans, même les petits paysans bio, savent tout à fait conduire leurs entreprises et l'essor même de l'agriculture biologique en Bretagne comme ailleurs montre bien que lorsque la demande existe et qu'une politique de soutien public est mise en place (même très insuffisante comme c'est le cas), les choses ne restent pas en l'état : elles avancent et ceux qui veulent le statu quo sont bien ceux qui s'assoient et sur la demande sociale et sur les problèmes de santé publique alors qu'ils sont les premiers bénéficiaires de la PAC.

PIG Bzh n'est pas un parti politique et n'est pas affilié à telle ou telle tendance politique mais il est évident que si Daniel CUEFF, par sa candidature « hors partis » a décidé de lui-même d'affaiblir l'expression écologiste au premier tour des Régionales, il devra aussi assumer, cette fois, la non expression écologiste au second tour des Régionales en Bretagne. Et elle est à priori évidente pour tout le monde, sauf pour lui?... Lorsqu'il n'a pas été réélu en 2015 c'est parce que JY Le Drian a fait et gagné le pari de faire sans les écologistes. Est-ce le but recherché une nouvelle fois ? Les 6 dernières années ont montré toute la puissance de nuisance d'une FNSEA, incrustée au sein de l'exécutif régional et les financements à l'agro-industrie galopante, d'où la nécessité d'une union des écologistes pour être devant au premier tour. A la différence de JY Le Drian, Loic Chesnais-Girard (PSF comme lui auparavant) semblerait avoir aujourd'hui "ouvert les yeux": Ne vaudrait-il pas mieux en prendre acte avant qu'il ne les referme!"

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.